Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026100-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	Ont donné pouvoir à :
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 100 : COMPOSITION DE LA COMMISSION MUNICIPALE "URBANISME ET HABITAT" – MODIFICATION N°1

Vu la délibération n°DEL2026_034 du 20 mars 2026 constituant la commission municipale « Urbanisme et Habitat » et sa composition ;

Vu la démission de monsieur Michaël KRAEMER et le siège de la minorité devenu vacant au sein de la commission municipale « Urbanisme et Habitat » ;

Madame la Maire rappelle à l'assemblée que la Commission Municipale « Urbanisme et Habitat » (CMUH) a en charge l'examen des autorisations d'urbanisme afin de formuler un avis, en complément de l'instruction faite par le service mutualisé de la Communauté de Communes du Massif du Vercors et celui de la commune, avant délivrance ou refus par Madame la maire.
La CMUH est également un espace d'information et d'échanges pour le suivi du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal avec un volet Habitat (PLUi-H), et les questions relatives à l'urbanisme et l'habitat.

Compte-tenu du siège vacant au sein de la commission municipale « Urbanisme et Habitat », madame la Maire indique à l'assemblée qu'il est nécessaire de désigner un nouveau membre au sein de la minorité.

Selon les dispositions de l'article L2121-21 du CGCT, le Conseil peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026100-DE

Sur la proposition de Madame la maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE de procéder aux nominations par scrutin public à main levée,**

La composition des commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Sur la proposition de Madame la maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE d'abroger la composition de la commission définie dans la délibération n°2026_034 du 20 mars 2026, les autres dispositions restantes inchangées ;**

- **DECIDE que la composition de la commission « Urbanisme et Habitat » est la suivante :**

Présidente		Madame la Maire
Membres	Groupe majorité	BARDO Clémentine
	Groupe majorité	BUGNET BRECHENMACHER Françoise
	Groupe majorité	RILLIOT Jérôme
	Groupe majorité	ROCHAS Anaëlle
	Groupe majorité	ROCHAS Frédéric
	Groupe minorité	BERNARD Philippe
	Groupe minorité	VAN HECKE Arnaud

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON

MAIRIE DE LANS EN VERCORS
38250 ISERE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026101-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	**Ont donné pouvoir à :**
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 101 :
COMPOSITION DE LA COMMISSION MUNICIPALE "CONSTRUIRE DES FINANCES ROBUSTES" – MODIFICATION N° 1

Vu la délibération n°DEL2026_050 du 5 mai 2026 constituant la commission municipale « Construire des finances robustes » et sa composition ;

Vu la démission de monsieur Michaël KRAEMER et le siège de la minorité devenu vacant au sein de la commission municipale « Construire des finances robustes » ;

Madame la Maire rappelle à l'assemblée que commission municipale « Construire des finances robustes » a pour but la construction de finances locales résistantes aux chocs externes et permettant d'investir pour l'avenir. Cela passe par la préparation des budgets et des options envisageables (recettes, dépenses, investissements), le suivi de l'exécution des budgets, la programmation pluriannuelle des investissements. Elle traitera également de la commande publique, des assurances, des baux et conventions engageant la commune. L'un de ses objectifs sera de faire de la pédagogie et de communiquer de manière transparente et claire sur les finances communales.
Le travail de cette commission s'articulera avec des réunions de travail de l'ensemble des membres du conseil municipal sur les finances et notamment les opérations de construction et d'arbitrage budgétaires

Compte-tenu du siège vacant au sein de la commission municipale « Construire des finances robustes », madame la Maire indique à l'assemblée qu'il est nécessaire de désigner un nouveau membre au sein de la minorité.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026101-DE

Selon les dispositions de l'article L2121-21 du CGCT, le Conseil peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations.

Sur la proposition de Madame la maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE de procéder aux nominations par scrutin public à main levée,**

La composition des commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Sur la proposition de Madame la Maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE d'abroger la composition de la commission définie dans la délibération n°2026_050 du 5 mai 2026, les autres dispositions restantes inchangées ;**

- **DECIDE que la composition de la commission « Construire des finances robustes » est la suivante :**

Présidente		Madame la Maire
Membres	Groupe majorité	BOYER Joseph
		BUGNET-BRECHENMACHER Françoise
		VILAIN David
	Groupe minorité	VAN HECKE Arnaud

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON

MAIRIE DE LANS EN VERCORS
38250 ISERE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026102-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	**Ont donné pouvoir à :**
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 102 :
COMPOSITION DE LA COMMISSION MUNICIPALE "DEVELOPPER LA PARTICIPATION CITOYENNE ET RENFORCER LA COMMUNICATION" – MODIFICATION N°1

Vu la délibération n°DEL2026_050 du 5 mai 2026 constituant la commission municipale « Construire des finances robustes » et sa composition ;

Vu la démission de madame Caroline BIARD et le siège de la minorité devenu vacant au sein de la commission municipale « Développer la participation citoyenne et favoriser la communication » ;

Madame la Maire rappelle que la commission municipale « Développer la participation citoyenne et renforcer la communication » a pour objet de définir et de faire vivre le cadre de la participation citoyenne aux décisions communales, de favoriser la participation des citoyens, agents et élus aux projets et décisions communales. En lien, cette commission travaille à la pédagogie et à la clarté des outils d'information et des documents publics, en veillant à leur mise à disposition et à leur vulgarisation. Elle œuvrera à une communication efficace et de proximité, y compris pour les personnes éloignées du numérique.

Compte-tenu du siège vacant au sein de la commission municipale « Développer la participation citoyenne et renforcer la communication », madame la Maire indique à l'assemblée qu'il est nécessaire de désigner un nouveau membre au sein de la minorité.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026102-DE

Selon les dispositions de l'article L2121-21 du CGCT, le Conseil peut décider/refuser, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations.

Sur la proposition de Madame la maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE de procéder aux nominations par scrutin public à main levée,**

La composition des commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Sur la proposition de Madame la Maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE d'abroger la composition de la commission définie dans la délibération n°2026_051 du 5 mai 2026, les autres dispositions restantes inchangées ;**

- **DECIDE que la composition de la commission « Développer la participation citoyenne et favoriser la communication » est la suivante :**

Présidente		Madame la Maire
Membres	Groupe majorité	AMMAR Julien
		BOYER Joseph
		BUGNET-BRECHENMACHER Françoise
		MALEVERGNE Salomé
		MOUTON Valérie
		VILAIN David
	Groupe minorité	JURASZEK Virginie
		TABITA Jean-Charles

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON

MAIRIE DE LANS EN VERCORS ★ 38250 ISERE ★

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026103-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	Ont donné pouvoir à :
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 103 :
COMPOSITION DE LA COMMISSION MUNICIPALE "AMENAGER LE TERRITOIRE AU SERVICE DE LA VIE QUOTIDIENNE ET DE L'EVOLUTION DU VILLAGE" – MODIFICATION N°1

Vu la délibération n°DEL2026_052 du 5 mai 2026 constituant la commission municipale « Aménager le territoire au service de la vie quotidienne et de l'évolution du village » et sa composition ;

Vu la démission de monsieur Michaël KRAEMER et le siège de la minorité devenu vacant au sein de la commission municipale « Aménager le territoire au service de la vie quotidienne et de l'évolution du village » ;

Madame la Maire rappelle à l'assemblée que la commission municipale « Aménager le territoire au service de la vie quotidienne et de l'évolution du village » a pour objet d'étudier, de prioriser et d'orienter les projets d'aménagement de la commune, en cohérence avec les dynamiques du territoire. Elle traitera notamment des mobilités et de la sécurité routière, de l'accessibilité et de la qualité des espaces publics, du logement et des équilibres d'aménagement, de l'énergie et des enjeux de transition, du patrimoine communal bâti, à travers les choix de rénovation, de transformation ou d'affectation des bâtiments, du patrimoine vernaculaire et des chemins ruraux, et plus largement, de tout projet structurant d'aménagement du territoire communal.

Compte-tenu du siège vacant au sein de la commission municipale « Aménager le territoire au service de la vie quotidienne et de l'évolution du village », madame la Maire indique à l'assemblée qu'il est nécessaire de désigner un nouveau membre au sein de la minorité.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026103-DE

Selon les dispositions de l'article L2121-21 du CGCT, le Conseil peut décider/refuser, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations.

Sur la proposition de Madame la maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE de procéder aux nominations par scrutin public à main levée,**

La composition des commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Sur la proposition de Madame la Maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE d'abroger la composition de la commission définie dans la délibération n°2026_052 du 5 mai 2026, les autres dispositions restantes inchangées ;**

- **DECIDE que la composition de la commission « Aménager le territoire au service de la vie quotidienne et de l'évolution du village » est la suivante :**

Présidente		Madame la Maire
Membres	Groupe majorité	BARDO Clémentine
		BOYER Joseph
		BRAUNLICH Katelyne
		BUGNET-BRECHENMACHER Françoise
		CHALAVON Bastien
		LEBEL Thierry
		RILLIOT Jérôme
		ROCHAS Frédéric
	Groupe minorité	BERNARD Philippe
		VAN HECKE Arnaud

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON



Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026104-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	**Ont donné pouvoir à :**
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 104 : COMPOSITION DE LA COMMISSION MUNICIPALE "FAIRE VIVRE LE VILLAGE ENSEMBLE" – MODIFICATION N°1

Vu la délibération n°DEL2026_053 du 5 mai 2026 constituant la commission municipale « Faire vivre le village ensemble » et sa composition ;

Vu la démission de madame Caroline BIARD et le siège de la minorité devenu vacant au sein de la commission municipale « Faire vivre le village ensemble » ;

Madame la Maire rappelle à l'assemblée que la commission municipale « Faire vivre le village ensemble » a pour objet de développer la vie associative, sportive, culturelle et évènementielle, de renforcer le lien entre les habitants, et de valoriser le patrimoine communal à travers les initiatives locales. Elle contribuera plus largement à faire vivre le village, en veillant à proposer des actions accessibles et favorisant le vivre ensemble.

Compte-tenu du siège vacant au sein de la commission municipale « Faire vivre le village ensemble », madame la Maire indique à l'assemblée qu'il est nécessaire de désigner un nouveau membre au sein de la minorité.

Selon les dispositions de l'article L2121-21 du CGCT, le Conseil peut décider/refuser, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations.

Sur la proposition de Madame la maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE de procéder aux nominations par scrutin public à main levée,**

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026104-DE

La composition des commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Sur la proposition de Madame la Maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE d'abroger la composition de la commission définie dans la délibération n°2026_053 du 5 mai 2026, les autres dispositions restantes inchangées ;**

- **DECIDE que la composition de la commission « Faire vivre le village ensemble » est la suivante :**

Présidente		Madame la Maire
Membres	Groupe majorité	AMMAR Julien
		BOYER Joseph
		BUGNET-BRECHENMACHER Françoise
		COSTE Mathis
		LESPINASSE Nicolas
		MALEVERGNE Salomé
	Groupe minorité	JURASZEK Virginie
		TABITA Jean-Charles

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON



Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026105-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	**Ont donné pouvoir à :**
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 105 :
COMPOSITION DE LA COMMISSION MUNICIPALE "DEVELOPPER UNE ECONOMIE DURABLE" – MODIFICATION N°1

Vu la délibération n°DEL2026_054 du 5 mai 2026 constituant la commission municipale « Développer une économie durable » et sa composition ;

Vu la démission de monsieur Michaël KRAEMER et le siège de la minorité devenu vacant au sein de la commission municipale « Développer une économie durable » ;

Madame la Maire rappelle à l'assemblée que la commission municipale « Développer une économie durable » a pour objet de favoriser un développement économique durable sur la Commune et sur le territoire. Elle sera responsable de l'écoute et du lien avec les entreprises et commerces en place, de l'accueil des initiatives économiques, productives, du tourisme et de sa diversification, dont les activités outdoor.

Compte-tenu du siège vacant au sein de la commission municipale « Développer une économie durable », madame la Maire indique à l'assemblée qu'il est nécessaire de désigner un nouveau membre au sein de la minorité.

Selon les dispositions de l'article L2121-21 du CGCT, le Conseil peut décider/refuser, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations.

Sur la proposition de Madame la maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE de procéder aux nominations par scrutin public à main levée,**

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026105-DE

La composition des commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Sur la proposition de Madame la Maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE d'abroger la composition de la commission définie dans la délibération n°2026_054 du 5 mai 2026, les autres dispositions restantes inchangées ;**

- **DECIDE que la composition de la commission « Développer une économie durable » est la suivante :**

Présidente		Madame la Maire
Membres	Groupe majorité	BARDO Clémentine
		BESNARD Léa
		COSTE Mathis
		LEBEL Thierry
	Groupe minorité	ROCHAS Yannick
		TABITA Jean-Charles

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON



Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026106-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	**Ont donné pouvoir à :**
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 106 : COMPOSITION DE LA COMMISSION MUNICIPALE "GRANDIR DANS UN ENVIRONNEMENT EDUCATIF ET FAVORISANT L'INITIATIVE" – MODIFICATION N°1

Vu la délibération n°DEL2026_057 du 5 mai 2026 constituant la commission municipale « Grandir dans un environnement éducatif et favorisant l'initiative » et sa composition ;

Vu la démission de madame Caroline BIARD et le siège de la minorité devenu vacant au sein de la commission municipale « Grandir dans un environnement éducatif et favorisant l'initiative » ;

Madame la Maire rappelle à l'assemblée que la commission municipale « Grandir dans un environnement éducatif et favorisant l'initiative » a pour objet de traiter des sujets d'enfance, d'école, de périscolaire, d'accueil de loisirs, de jeunesse. Elle vise à favoriser les initiatives de la jeunesse et le lien intergénérationnel. La commission travaillera à l'échelle communale et en lien avec le territoire, notamment sur les champs de la petite enfance et de la jeunesse.

Compte-tenu du siège vacant au sein de la commission municipale « Grandir dans un environnement éducatif et favorisant l'initiative », madame la Maire indique à l'assemblée qu'il est nécessaire de désigner un nouveau membre au sein de la minorité.

Selon les dispositions de l'article L2121-21 du CGCT, le Conseil peut décider/refuser, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026106-DE

Sur la proposition de Madame la maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE de procéder aux nominations par scrutin public à main levée,**

La composition des commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Sur la proposition de Madame la Maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

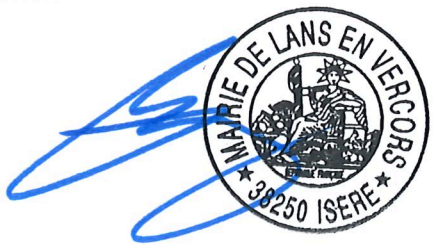
- **DECIDE d'abroger la composition de la commission définie dans la délibération n°2026_057 du 5 mai 2026, les autres dispositions restantes inchangées ;**

- **DECIDE que la composition de la commission « Grandir dans un environnement éducatif et favorisant l'initiative » est la suivante :**

Présidente		Madame la Maire
Membres	Groupe majorité	AMMAR Julien
		BRANDINA Irina
		LESPINASSE Nicolas
		MALEVERGNE Salomé
		MOUTON Valérie
	Groupe minorité	JURASZEK Virginie
		ROCHAS Yannick

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON



Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026107-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	**Ont donné pouvoir à :**
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 107 : COMPOSITION DE LA COMMISSION MUNICIPALE DE SECURITE – MODIFICATION N°1

Vu la délibération n°DEL2026_058 du 5 mai 2026 constituant la commission municipale de sécurité et sa composition ;

Vu la démission de monsieur Michaël KRAEMER et le siège de la minorité devenu vacant au sein de la commission municipale de sécurité ;

Madame la Maire rappelle à l'assemblée que la commission municipale de sécurité a pour objet de veiller au respect des règles relatives à la sécurité à l'échelle de la commune, pour les établissements recevant du public communaux, les domaines skiables et toute infrastructure ou évènement le nécessitant.

Compte-tenu du siège vacant au sein de la commission municipale de sécurité, madame la Maire indique à l'assemblée qu'il est nécessaire de désigner un nouveau membre au sein de la minorité.

Selon les dispositions de l'article L2121-21 du CGCT, le Conseil peut décider/refuser, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations.

Sur la proposition de Madame la maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE de procéder aux nominations par scrutin public à main levée,**

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026107-DE

La composition des commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale.

Sur la proposition de Madame la Maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE d'abroger la composition de la commission définie dans la délibération n°2026_058 du 5 mai 2026, les autres dispositions restantes inchangées ;**

- **DECIDE que la composition de la commission municipale de sécurité est la suivante :**

Présidente		Madame la Maire
Membres titulaires	Groupe majorité	BOYER Joseph
		ROCHAS Anaëlle
	Groupe minorité	VAN HECKE Arnaud
Membres suppléants	Groupe majorité	MOUTON Valérie
		ROCHAS Frédéric
	Groupe minorité	BERNARD Philippe

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON



Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026108-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	**Ont donné pouvoir à :**
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 108 : COMPOSITION DE LA COMMISSION D'APPELS D'OFFRES - MODIFICATION N°1

Vu l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales qui prévoit que pour les communes de moins de 3 500 habitants, la commission d'appel d'offres doit être composée par le maire ou son représentant, président, et par trois membres du conseil municipal élus par le conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

Vu les articles D.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique ;

Vu la délibération n°DEL2026_060 en date du 5 mai 2026 fixant les conditions de dépôts des listes ;

Vu la délibération n°DEL2026_072 du 9 juin 2026 constituant la commission d'appel d'offres et sa composition ;

Vu la démission de monsieur Michaël KRAEMER et le siège devenu vacant au sein de la commission d'appel d'offres ;

Considérant qu'il s'agit d'un scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus ;

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026108-DE

Considérant qu'il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection des membres suppléants de la commission d'appel d'offres en nombre égal à celui des membres titulaires ;

Le Conseil municipal décide de procéder au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, à l'élection des trois membres titulaires et des trois membres suppléants de la commission d'appel d'offres.

La liste des candidats présentés est la suivante :

Liste Joseph BOYER :
Monsieur Joseph BOYER, Monsieur Frédéric ROCHAS et Madame Virginie JURASZEK, membres titulaires
Madame Léa BESNARD, Monsieur Bastien CHALAVON et Monsieur Arnaud VAN HECKE, membres suppléants

Selon les dispositions de l'article L2121-21 du CGCT, le conseil municipal a décidé, à l'unanimité, lors de la séance du 5 mai 2026 et dans le cadre de l'approbation de la délibération n°DEL2026_060, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations et a décidé de procéder aux nominations par scrutin public à main levée.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **PROCLAME élus les membres de la Commission d'Appel d'Offres suivants :**

Titulaire	BOYER Joseph
Titulaire	ROCHAS Frédéric
Titulaire	JURASZEK Virginie
Suppléante	BESNARD Léa
Suppléant	CHALAVON Bastien
Suppléant	VAN HECKE Arnaud

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON



Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026109-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	**Ont donné pouvoir à :**
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 109 : COMPOSITION DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – MODIFICATION N°1

Vu l'article L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales selon lequel la commission de délégation de service public est composée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du même code ;

Vu l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales qui prévoit que pour les communes de moins de 3 500 habitants, la commission de délégation de service public en plus du président par trois membres du conseil municipal élus par le conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

Vu les articles D.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°DEL2026_060 en date du 5 mai 2026 fixant les conditions de dépôts des listes ;

Vu la délibération n°DEL2026_073 du 9 juin 2026 constituant la commission d'appel d'offres et sa composition ;

Vu la démission de monsieur Michaël KRAEMER et le siège devenu vacant au sein de la commission de délégation de service public ;

Considérant qu'il s'agit d'un scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus ;

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026109-DE

Considérant qu'il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection des membres suppléants de la commission de délégation de service public en nombre égal à celui des membres titulaires ;

Le conseil municipal décide de procéder au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, à l'élection des trois membres titulaires et des trois membres suppléants de la commission de délégation de service public ;

La liste des candidats présentés est la suivante :

Liste Joseph BOYER :
Monsieur Joseph BOYER, Monsieur Frédéric ROCHAS et Madame Virginie JURASZEK, membres titulaires
Madame Léa BESNARD, Monsieur Bastien CHALAVON et Monsieur Arnaud VAN HECKE membres suppléants

Selon les dispositions de l'article L2121-21 du CGCT, le conseil municipal a décidé, à l'unanimité, lors de la séance du 5 mai 2026 et dans le cadre de l'approbation de la délibération n°DEL2026_060, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations et a décidé de procéder aux nominations par scrutin public à main levée.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **PROCLAME élus les membres de la Commission de Délégation de Service Public suivants :**

Titulaire	BOYER Joseph
Titulaire	ROCHAS Frédéric
Titulaire	JURASZEK Virginie
Suppléante	BESNARD Léa
Suppléant	CHALAVON Bastien
Suppléant	VAN HECKE Arnaud

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON



Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026110-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	**Ont donné pouvoir à :**
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 110 :
DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA REGIE PERSONNALISEE DU CENTRE CULTUREL ET SPORTIF DE LANS-EN-VERCORS – MODIFICATION N°2

Vu la délibération 02/2015 du 29 janvier 2015 créant la Régie personnalisée centre culturel et sportif ;

Vu la délibération 105/2021 du 14 septembre 2021 constituant le conseil d'administration de la régie personnalisée du centre culturel et sportif (RPCCS) ;

Vu la délibération n°2022 079 du 28 juin 2022 modifiant les statuts de ladite régie ;

Vu l'article 5 des statuts de la RPPCS ;

Vu la délibération n°DEL2026_035 du 24 mars 2026 désignant les membres du conseil d'administration de la régie personnalisée du centre culturel et sportif (RPCCS) ;

Vu la délibération n°DEL2026_074 du 9 juin 2026 modifiant les membres du conseil d'administration de la régie personnalisée du centre culturel et sportif (RPCCS) ;

Vu la démission de madame Caroline BIARD et le siège de la minorité devenu vacant au sein du conseil d'administration de la RPCCS ;

Vu la démission de monsieur Michaël KRAEMER et le siège de la minorité devenu vacant au sein du conseil d'administration de la RPCCS ;

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026110-DE

Madame la Maire rappelle à l'assemblée que les statuts prévoient un conseil d'administration composé de 9 membres, répartis comme suit :

- 6 membres titulaires et 1 membre suppléant issus de la majorité municipale :
- 2 membres titulaires et 1 membre suppléant issus de la minorité municipale :
- 1 membre titulaire et 1 membre suppléant choisis parmi les personnes qualifiées ayant acquis des compétences particulières relatives au fonctionnement de la RPCCS, en matière de programmation culturelle, d'évènementiel, de rayonnement territorial ou de politique éducative, à l'échelle de la commune de Lans-en-Vercors ou du territoire de la Communauté de communes du Massif du Vercors.

Madame la Maire propose à l'assemblée de désigner les membres du conseil d'administration de la Régie Personnalisée du Centre Culturel et Sportif.

Selon les dispositions de l'article L2121-21 du CGCT, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DECIDE de procéder aux nominations par scrutin public à main levée.

Sur la proposition de madame la Maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- DECIDE d'abroger la délibération n°DEL2026_074 du 9 juin 2026, portant sur le même objet ;

- DECIDE que ce conseil d'administration sera composé selon la répartition suivante, de 9 membres titulaires, président inclus et de 3 membres suppléants :

Groupe majorité	Membres titulaires	BRANDINA Irina
		LEBEL Thierry
		MALEVERGNE Salomé
		AMMAR Julien
		BRAUNLICH Katelyne
		LESPINASSE Nicolas
	Membre suppléant	BOYER Joseph
Groupe minorité	Membres titulaires	JURASZEK Virginie
		TABITA Jean-Charles
	Membre suppléant	BERNARD Philippe
Membre qualifié	Membre titulaire	LEBEL Christophe
	Membre suppléant	EYBERT GUILLON Marie

- PRECISE que les membres titulaires peuvent se faire représenter par le membre suppléant en cas d'absence.

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON

MAIRIE DE LANS EN VERCORS 38250 ISERE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026111-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	**Ont donné pouvoir à :**
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 111 :
DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA REGIE D'EXPLOITATION DES MONTAGNES DE LANS – MODIFICATION N°1

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2221-10 et R2221-5 ;

Vu la délibération n°131/2019 du 14 novembre 2019, créant la régie à personnalité morale et autonomie financière des remontées mécaniques de Lans-en-Vercors, dénommée Régie d'Exploitation des Montagnes de Lans (REML) ;

Vu la délibération n°02/2020 du 9 janvier 2020 et la délibération n°2025/105 du 9 décembre 2025 modifiant les statuts de ladite régie ;

Vu l'article 6 des statuts de la Régie d'Exploitation des Montagnes de Lans ;

Vu la délibération n°DEL2026_039 du 7 avril 2026 désignant les membres du conseil d'administration de la Régie d'Exploitation des Montagnes de Lans ;

Madame la Maire rappelle à l'assemblée que les statuts prévoient un conseil d'administration composé de 7 membres titulaires, répartis comme suit :

- 5 membres du conseil municipal de Lans-en-Vercors :
  dont 4 issus de la majorité municipale
  et 1 issu de la minorité municipale en cas de présence d'une minorité.
- 2 membres choisis en fonction des compétences et/ou de l'intérêt qu'il porte au service public de transport par remontées mécaniques de Lans-en-Vercors.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026111-DE

Madame la Maire propose à l'assemblée de désigner les membres du conseil d'administration de la Régie d'Exploitation des Montagnes de Lans.

Selon les dispositions de l'article L2121-21 du CGCT, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE de procéder aux nominations par scrutin public à main levée.**

Sur la proposition de madame la Maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DECIDE d'abroger la délibération n°DEL2026_039 du 7 avril 2026, portant sur le même objet,**

- **DESIGNE en qualité de membres du Conseil d'Administration de la Régie d'Exploitation des Montagnes de Lans, les personnes suivantes :**

Groupe majorité	BESNARD Léa
	BOYER Joseph
	COSTE Mathis
	LEBEL Thierry
Groupe minorité	TABITA Jean-Charles
Membres choisis en fonction des compétences et/ou de l'intérêt qu'il porte au service public de transport par remontées mécaniques de Lans-en-Vercors.	COLLAVET Christian
	MOULIN Daniel

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON



Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026112-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	**Ont donné pouvoir à :**
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 112 : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA COLLECTIVITE AU SEIN DU COMITE TECHNIQUE LOCAL – MODIFICATION N°1

Vu la délibération n°2024-110 du 10 décembre 2024, relative à la mise en place du comité technique local,

Vu la délibération n°2026_061 du 5 mai 2026, relative à la désignation des représentants de la collectivité au sein du comité technique local,

Vu la démission de madame Caroline BIARD et le siège de la minorité devenu vacant au sein du comité technique local ;

Madame la Maire rappelle à l'assemblée que depuis le 1er janvier 2020, la Commune dépend du comité technique et du comité social territorial CHSCT du centre de gestion de l'Isère, devenus depuis le comité social territorial.
Dans le souci de conserver un espace de dialogue social au sein de la collectivité, il a été décidé de mettre en place un comité technique local (CTL).
Ce comité technique permet de réunir des représentants du personnel et des représentants de la collectivité, désignés parmi les membres du conseil municipal, ainsi que des membres qualifiés et des membres invités en fonction des thématiques abordées.

Compte-tenu du siège vacant au sein du comité technique local, madame la Maire indique à l'assemblée qu'il est nécessaire de désigner un nouveau membre au sein de la minorité.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026112-DE

Sur la proposition de madame la Maire, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **DESIGNE comme représentants de la collectivité :**

Présidente		Madame la Maire
Membres	Groupe majorité	BOYER Joseph
		BUGNET-BRECHENMACHER Françoise
		LEBEL Thierry
		MOUTON Valérie
	Groupe minorité	JURASZEK Virginie

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON

MAIRIE DE LANS EN VERCORS
38250 ISERE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026113-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	**Ont donné pouvoir à :**
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 113 :
CONVENTION RELATIVE A L'ORGANISATION D'UN SPECTACLE DANS LE CADRE DU REPAS DE NOËL DES AINÉS – CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LANS-EN-VERCORS ET REGIE PERSONNALISEE DU CENTRE CULTUREL ET SPORTIF DE LANS-EN-VERCORS

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) organise chaque année un repas à destination des personnes âgées de la commune ;

Considérant que cette manifestation a notamment pour objectif de favoriser la convivialité, le lien social et de lutter contre l'isolement des personnes âgées ;

Considérant que le CCAS souhaite proposer, dans le cadre de ce repas, une animation sous la forme d'un spectacle ;

Considérant que la Commune est propriétaire du Centre Culturel et Sportif le Cairn qui abrite une salle de spectacle et que la gestion de cet équipement est confiée à la Régie Personnalisée Centre Culturel et Sportif ;

Considérant que la Régie Centre Culturel et Sportif de Lans en Vercors dispose des compétences et des moyens nécessaires à l'organisation de ce spectacle ;

Considérant qu'il convient de formaliser les modalités de cette collaboration par une convention entre la Commune, le CCAS et la Régie Personnalisée du Centre culturel et sportif Le Cairn ;

Madame la Maire indique que le repas de Noël des ainés a pour objectif de favoriser la convivialité, le lien social et de lutter contre l'isolement des personnes âgées.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026113-DE

Elle rappelle que la Commune s'appuie sur le CCAS pour porter ce projet social, et entend également s'appuyer sur ses établissements publics pour favoriser les synergies et notamment la RPCCS pour permettre la proposition d'un spectacle en lien avec le repas de Noël des ainés.

Madame la Maire indique que la Commune a confié l'exploitation du centre culturel et sportif Le Cairn à la RPCCS, mais dispose en tant que propriétaire du bâtiment de la faculté de mobiliser ses équipements au profit de projets portés par la Commune.
A ce titre, madame la Maire, propose donc de mobiliser le centre culturel Le Cairn pour le repas de Noël des ainés, programmé le jeudi 10 décembre 2026 et que la commune participe à la coordination générale de l'événement avec le CCAS et la RPCCS, selon les dispositions indiquées dans la convention annexée à la présente délibération.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE la convention entre la Commune, le Centre Communal d'Action Sociale et la Régie Personnalisée du Centre Culturel et Sportif de Lans-en-Vercors relative à l'organisation d'un spectacle dans le cadre du repas annuel des aînés le 10 décembre 2026, annexée à la présente délibération ;**
- **AUTORISE madame la Maire à signer la convention annexée à la présente délibération, ainsi que toutes les pièces nécessaires à l'aboutissement de ce dossier.**

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON



Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026113-DE

CONVENTION RELATIVE À L'ORGANISATION D'UN SPECTACLE DANS LE CADRE DU REPAS DE NOEL DES AINES

Entre les soussignés :

La Commune de Lans-en-Vercors représentée par sa Maire, Violaine VIGNON dûment habilitée à cet effet par la délibération n°…… du Conseil municipal en date du …… 2026 ci-après dénommée « la Commune »,

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale de Lans-en-Vercors représenté par sa Présidente, Violaine VIGNON, dûment habilitée à cet effet par la délibération n°…… du Conseil d'administration en date du …… 2026, ci-après dénommé « le C.C.A.S »,

Et

La Régie Personnalisée du Centre Culturel et Sportif de Lans-en-Vercors, représentée par son Président, Julien AMMAR dûment habilité à cet effet par la délibération n°…… du Conseil d'administration en date du …… 2026, ci-après dénommée « R.P.C.C.S »,

Ensemble dénommés « les Parties ».

PRÉAMBULE

La Commune et le CCAS souhaitent proposer aux personnes âgées de la commune, à l'occasion du traditionnel repas de noël des aînés, un événement associant le repas à une représentation artistique.

La Commune est propriétaire du centre culturel dans lequel se déroulera le repas et le spectacle.

Afin de permettre la réalisation de cet événement dans les meilleures conditions, la R.P.C.C.S sera chargée de contractualiser avec la compagnie retenue pour en assurer l'animation, et mettre en œuvre les conditions d'accueil nécessaire au spectacle.

Le CCAS assurera la prise en charge financière des dépenses liées à l'organisation de cette manifestation, selon les modalités définies par la présente convention.

La présente convention a pour objet de préciser les rôles, responsabilités et engagements respectifs de chacune des Parties.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit les conditions dans lesquelles la Commune, le CCAS et la R.P.C.C.S collaborent pour l'organisation du repas des aînés de fin d'année, comprenant notamment :

- L'accueil des participants ;
- Le service d'un repas ;
- L'organisation d'un spectacle ;
- La mise à disposition et l'utilisation de la salle de spectacle ;
- Les prestations techniques nécessaires au spectacle ;
- La coordination générale de l'événement.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026113-DE

La manifestation est programmée le 10 décembre 2026.

ARTICLE 2 – RÔLE ET ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

La Commune indique que le repas de Noël des ainés a pour objectif de favoriser la convivialité, le lien social et de lutter contre l'isolement des personnes âgées.

La Commune s'appuie sur le CCAS pour porter ce projet social, et entend également s'appuyer sur ses établissements publics pour favoriser les synergies et notamment la RPCCS pour permettre la proposition d'un spectacle en lien avec le repas de Noël des ainés.

La Commune a confié l'exploitation du centre culturel et sportif Le Cairn à la RPCCS, mais dispose en tant que propriétaire du bâtiment de la faculté de mobiliser ses équipements au profit de projets portés par la Commune.

La Commune, en sa qualité de propriétaire du centre culturel, s'engage donc à mobiliser le centre culturel Le Cairn pour le repas de Noël des ainés, programmé le jeudi 10 décembre 2026.

La Commune participe à la coordination générale de l'événement avec le CCAS et la RPCCS.

ARTICLE 3 – RÔLE ET ENGAGEMENTS DU CCAS

Le CCAS est chargé de l'organisation du repas de Noël des Ainés, dans le cadre de ses actions en faveur du maintien du lien social et de la lutte contre l'isolement des personnes âgées.

Le CCAS assure la prise en charge financière de l'opération, dans la limite des crédits budgétaires alloués.

À ce titre, le CCAS s'engage à :

- Définir, en concertation avec la Commune, les modalités générales du repas des aînés ;
- Assurer la coordination générale de la manifestation ;
- Assurer l'organisation et la logistique du repas ;
- Déterminer le nombre prévisionnel de participants, en fonction des capacités d'accueil de la salle ;
- Assurer les inscriptions et, le cas échéant, la gestion des invitations ;
- Prendre en charge les dépenses liées au repas ;
- Prendre en charge les dépenses liées au spectacle, notamment le coût de la prestation artistique, les éventuels frais techniques, droits et autres dépenses préalablement validées ;
- Rembourser ou régler les sommes dues à la R.P.C.C.S. au titre des dépenses engagées pour le spectacle, sur présentation des justificatifs correspondants et dans les conditions prévues à l'article 6 ;
- Assurer l'accueil des participants et la gestion du public le jour de l'événement.

Toute dépense non prévue dans la présente convention ou n'ayant pas fait l'objet d'un accord préalable entre les Parties devra être soumise à l'accord du CCAS avant tout engagement.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026113-DE

ARTICLE 4 – RÔLE ET ENGAGEMENTS DE LA RÉGIE DU CENTRE CULTUREL ET SPORTIF

La R.P.C.C.S intervient en qualité d'organisateur pour les aspects liés à la programmation et à la réalisation du spectacle.

À ce titre, elle s'engage à :

- Proposer, en concertation avec la Commune et le CCAS, une compagnie ou un artiste adapté au public concerné et aux caractéristiques de la manifestation ;
- Assurer la relation avec la compagnie « Les Gentils » ;
- Conclure avec ladite compagnie le contrat nécessaire à la réalisation du spectacle ;
- Veiller à ce que le contrat conclu précise notamment la date, le lieu, les conditions techniques et financières de la représentation ;
- Assurer la coordination avec la compagnie « Les Gentils » concernant les besoins techniques, horaires d'installation, répétitions, balances et représentation ;
- Effectuer les déclarations nécessaires à l'organisation du spectacle ;
- Coordonner l'intervention des personnels techniques relevant de son périmètre d'intervention ;
- S'assurer, dans le cadre de ses relations contractuelles avec la compagnie « Les Gentils », que celle-ci dispose des assurances et autorisations nécessaires à son intervention ;
- Veiller à ce que les conditions générales d'utilisation et de sécurité de l'établissement permettent la tenue de la manifestation ;
- Transmettre au CCAS, préalablement à tout engagement définitif, les éléments financiers relatifs à la prestation ;
- Transmettre au CCAS les factures et justificatifs permettant la prise en charge des dépenses convenues ;
- Informer sans délai la Commune et le CCAS de toute difficulté susceptible de compromettre la bonne réalisation du spectacle.

La R.P.C.C.S agit dans le cadre de la présente convention pour faciliter la réalisation du spectacle. Elle n'a pas vocation à supporter les dépenses engagées pour le compte du dispositif, lesquelles sont prises en charge par le CCAS dans les conditions prévues par la présente convention.

La R.P.C.C.S demeure responsable des obligations qui lui incombent en sa qualité d'exploitant de l'équipement, notamment en matière de sécurité et de maintenance relevant de ses compétences.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Le principe retenu par les Parties est que le C.C.A.S assure la prise en charge financière des dépenses liées à la manifestation qui relèvent de son objet et qui ont été préalablement validées.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026113-DE

Le budget prévisionnel de la manifestation est fixé comme suit :

Dépense	**Montant prévisionnel**
Traiteur	2 560.00 €
Service	240.00 €
Cession spectacle et déplacements	1 346.18 €
Frais techniques liés au spectacle	474.00 €
Autres dépenses liées au spectacle	82.80 €
Frais SACEM et droits d'auteurs	Non connus à ce jour
Total prévisionnel	**4 702.98 €**

Le CCAS prend notamment en charge le coût du spectacle contractualisé par la R.P.C.C.S. avec la compagnie « Les Gentils », dans la limite du montant prévisionnel préalablement validé, soit 1902.98 €, auquel viendront s'ajouter les frais SACEM et droits d'auteur.

Lorsque la R.P.C.C.S. avancera ou règlera directement certaines dépenses pour lesquelles le CCAS est désigné comme financeur, elle adressera au CCAS les justificatifs nécessaires à leur remboursement ou à leur règlement.

Aucune dépense supplémentaire ne pourra être mise à la charge du CCAS sans son accord préalable.

ARTICLE 6 – ORGANISATION DU REPAS

Le CCAS assure, directement, l'organisation du repas destiné aux aînés.

Il lui appartient notamment de définir :

- Le nombre de convives ;
- Le menu ;
- Les modalités d'inscription ;
- Les horaires du repas ;

La Commune et la R.P.C.C.S apportent leur concours pour permettre l'installation et le déroulement du repas dans les conditions compatibles avec les caractéristiques de la salle.

Les modalités précises d'installation des tables, du matériel et des espaces nécessaires sont arrêtées conjointement avant la manifestation.

ARTICLE 7 – ORGANISATION TECHNIQUE DU SPECTACLE

La R.P.C.C.S assure la coordination technique avec la compagnie « Les Gentils ».

Elle veille notamment à la définition des besoins en matière de sonorisation, éclairage, scène et plateau, installation et démontage, horaires d'accès de la compagnie, personnel technique nécessaire.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026113-DE

Les équipements appartenant à la salle et mis à disposition pour le spectacle sont utilisés dans le respect des règles de sécurité et des conditions d'utilisation applicables.

Toute prestation technique supplémentaire ayant une incidence financière doit être préalablement validée par le CCAS.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

Chaque Partie demeure responsable des obligations qui lui incombent au titre de ses missions et de la présente convention.

La Commune assume les responsabilités relevant de sa qualité de propriétaire de la salle, notamment celles relatives aux obligations attachées au bâtiment.

La R.P.C.C.S est responsable des prestations et engagements qu'elle contracte directement avec la compagnie ou les éventuels prestataires intervenant sous sa responsabilité.

Le CCAS est responsable des prestations qu'il contracte directement pour l'organisation du repas et des autres dépenses relevant de son périmètre d'intervention.

Chaque Partie déclare être couverte par les assurances nécessaires à l'exercice de ses activités.

La compagnie « Les Gentils » intervenant dans le cadre du spectacle devra disposer des assurances nécessaires à son activité et à l'exécution de ses obligations contractuelles.

ARTICLE 9 – SÉCURITÉ ET RÉGLEMENTATION

Les Parties s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires applicables à l'organisation de la manifestation.

Une attention particulière sera portée :

- À la capacité d'accueil de la salle ;
- Aux règles de sécurité applicables aux établissements recevant du public ;
- À l'accessibilité des personnes à mobilité réduite ;
- Aux conditions d'évacuation ;
- À la sécurité des installations techniques ;

Chaque Partie veille, dans son domaine de compétence, au respect des obligations qui lui sont applicables.

ARTICLE 10 – DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature.

Elle prend fin après réalisation complète de la manifestation et règlement des dépenses qui en résultent, et au plus tard le 31/12/2026

La présente convention est établie en trois exemplaires originaux,

Pour la Commune,	Pour le C.C.A.S	Pour la R.P.C.C.S
La Maire,	La présidente,	Le président,

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026113-DE

Violaine VIGNON Violaine VIGNON Julien AMMAR

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026114-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	**Ont donné pouvoir à :**
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 114 : RENOUVELEMENT DE L'ADHÉSION A LA CERTIFICATION DE LA GESTION FORESTIÈRE DURABLE DES FORÊTS 2027-2031 : PEFC

Madame la Maire expose au Conseil Municipal la nécessité pour la commune de renouveler son engagement au processus de certification PEFC afin de valoriser les bois de la commune lors des ventes, d'accéder aux aides publiques en lien avec la forêt, de bénéficier d'une meilleure visibilité de l'action de la commune en matière de gestion et de préservation de son patrimoine forestier et de participer à une démarche de filière en permettant aux entreprises locales d'être plus compétitives.

Madame la Maire indique que les surfaces concernées par la certification sont les suivantes :

- 1 060,90 ha relevant du Régime forestier et sous gestion ONF ;
- 43,91 ha et 60 ca, HORS document d'aménagement (surfaces productives ne relevant pas du Régime Forestier)

Madame la Maire propose donc à l'assemblée de renouveler l'adhésion à la certification PEFC, afin de valoriser l'action de la commune en matière de gestion durable de la forêt communale et de préservation de son patrimoine forestier.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité par 22 voix POUR et 1 ABSTENTION (Monsieur Julien AMMAR) :

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026114-DE

- **DECIDE de renouveler son engagement dans la certification de gestion durable des forêts PEFC pendant 5 ans, pour l'ensemble des surfaces forestières que la commune de Lans-en-Vercors possède en Région Auvergne Rhône-Alpes ;**

- **S'ENGAGE à donner le détail des surfaces forestières de la commune : celles sous aménagement forestier et celles hors aménagement le cas échéant. Pour ces dernières, de s'engager à déclarer aux autorités compétentes (DDT) toute coupe réalisée sur celles-ci. En tout état de cause, de s'engager à respecter l'article R124.2 du code forestier ;**

- **S'ENGAGE à respecter les règles de gestion forestière durable en vigueur et de les faire respecter à toute personne intervenant dans la forêt communale ;**

- **ACCEPTE le fait que la démarche PEFC s'inscrit dans un processus d'amélioration continue et qu'en conséquence les règles de la gestion forestière durable sur lesquelles il s'est engagé pourront être modifiées. Une fois informé de ces éventuels changements, le Conseil municipal aura le choix de poursuivre ou de résilier son engagement par courrier adressé à PEFC Territoires Auvergne Rhône-Alpes ;**

- **ACCEPTE les visites de contrôle en forêt par PEFC Auvergne Rhône-Alpes et de l'autoriser à titre confidentiel à consulter tous les documents, conservés à minima pendant 5 ans, permettant de justifier le respect des règles de gestion forestière durable en vigueur ;**

- **DECIDE de mettre en place les actions correctives qui seront demandées par PEFC Auvergne Rhône-Alpes en cas de pratiques forestières non conformes sous peine d'exclusion du système de certification PEFC ;**

- **ACCEPTE que cette participation au système PEFC soit rendue publique ;**

- **S'ENGAGE à respecter les règles d'utilisation du logo PEFC en cas d'usage de celui-ci ;**

- **S'ENGAGE à s'acquitter de la contribution financière auprès de PEFC Auvergne Rhône-Alpes ;**

- **S'ENGAGE A INFORMER PEFC Auvergne Rhône-Alpes dans un délai de 6 mois et fournir les justificatifs nécessaires en cas de modification des surfaces forestières de la commune ;**

- **AUTORISE madame la Maire à accomplir les formalités et signer les documents nécessaires à cet engagement.**

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON



Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	**Ont donné pouvoir à :**
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 115 :
GARANTIE D'EMPRUNT B.R.S ALPES ISÈRE HABITAT – CONTRAT N°192825

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2305 du Code civil ;

Vu le contrat de prêt N° 192825 en annexe signé entre : ALPES ISÈRE HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

Madame la Maire indique à l'assemblée que la présente délibération a pour objet d'accorder la garantie de la Commune à Alpes Isère Habitat pour le remboursement d'un emprunt destiné à financer l'acquisition en l'état futur d'achèvement (VEFA) de quatre logements en Bail Réel Solidaire (BRS), dans le cadre de l'opération immobilière « La Belle Étoile », située rue des Écoles.

Madame la Maire précise que cette opération s'inscrit dans la volonté de la commune de favoriser le développement d'une offre de logements accessibles aux ménages sous conditions de ressources, notamment pour les personnes qui rencontrent des difficultés à accéder à la propriété dans le secteur privé.
L'opération portant sur quatre logements, permettra ainsi de proposer une offre complémentaire aux dispositifs de logement locatif social et de répondre à l'objectif de diversification de l'habitat et de mixité sociale sur le territoire communal.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

Madame la Maire indique que la garantie d'emprunt sollicitée auprès de la commune constitue donc un soutien à la réalisation de cette opération. Elle permet à l'organisme porteur du projet de mobiliser les financements nécessaires à l'acquisition des logements dans des conditions adaptées, tout en contribuant à la réalisation d'une opération présentant un intérêt pour la politique locale de l'habitat.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à à la majorité par 22 voix POUR et 1 ABSTENTION (Madame Katelyne Braunlich) :

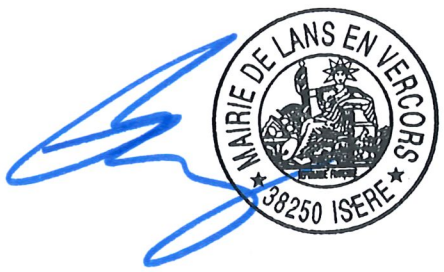
- **ACCORDE sa garantie à hauteur de 100,00 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 139 497,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 192825 constitué d'une ligne du prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération ;**

- **PRECISE que la garantie est apportée aux conditions suivantes :**
  - **la garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité ;**
  - **sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement ;**

- **S'ENGAGE pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.**

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON



Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

Anthony BARBIER
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 01/09/2026 12:46:44

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

audrey rissoan
RESPONSABLE
ALPES ISERE HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT
Signé électroniquement le 03/09/2026 13 33 :31

CONTRAT DE PRÊT

N° 192825

Entre

ALPES ISERE HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT - n° 000232740

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

ALPES ISERE HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT, SIREN n°: 779537125, sis(e) 21 Avenue de Constantine CS 32549 38035 GRENOBLE CEDEX 2,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **ALPES ISERE HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.25
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération , Foncier, Accession BRS de 4 logements situés Rue des Ecoles 38250 LANS-EN-VERCORS.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des articles L. 329-1 et R. 329-1 et suivants du Code de l'urbanisme portant sur les Organismes de Foncier Solidaire (OFS), ainsi que des articles L. 255-1 et suivants et R. 255-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation (CCH) relatifs au bail réel solidaire.

L'Emprunteur, agréé OFS, acquiert le terrain susvisé afin d'y consentir des droits réels, au moyen de baux réels solidaires, en vue de réaliser des opérations d'accession sociale à la propriété pour des personnes physiques.
Dans le cas où le programme ne peut être totalement commercialisé en accession, une part de 10% des logements de l'opération du présent prêt, dans la limite maximale de 5 logements, peut être cédée en BRS locatif à des Organismes de logements sociaux ou affectée en BRS locatif par des Organismes de logement sociaux agréés OFS.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cent-trente-neuf mille quatre-cent-quatre-vingt-dix-sept euros (139 497,00 euros) constitué de 1 Ligne du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- GAIALT, d'un montant de cent-trente-neuf mille quatre-cent-quatre-vingt-dix-sept euros (139 497,00 euros) ;

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le **« Pays Sanctionné »** signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Différé d'Amortissement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le **« Prêt GAIA Portage Long Terme » (GAIA LT)** est un prêt destiné aux personnes morales désignées par le Prêteur qui souhaitent acquérir du foncier pour donner à bail conférant des droits réels immobiliers, via notamment un bail à construction ou un bail emphytéotique, en vue de permettre la réalisation de logements locatifs sociaux, de logements-foyer au sens de l'article R.351-55 du Code de la construction et de l'habitation, d'autres formes d'habitat locatif social et enfin de logements en accession sociale à la propriété.

La **« Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) »** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La **« Réglementation Sanctions »** signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité Limitée » (DL)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel et le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index. Toutefois, le taux de progressivité des échéances ne peut être inférieur à son taux plancher.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **11/11/2026** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	GAIALT			
Enveloppe	-			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5736780			
Montant de la Ligne du Prêt	139 497 €			
Commission d'instruction	80 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	2,3 %			
TEG de la Ligne du Prêt	2,3 %			
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	60 mois			
Durée	80 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	2,3 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)			
Modalité de révision	DL			
Taux de progressivité de l'échéance	0 %			
Taux plancher de progressivité des échéances	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,7 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité Limitée » avec un plancher à 0 %, le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne de Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1
Si le résultat calculé selon la formule précédente est négatif, P' est alors égal à 0 %

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »**, et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

Par ailleurs, l'Emprunteur s'engage à ce que la durée du bail soit au moins égale, à compter de sa signature, à la durée éventuellement résiduelle du Prêt. Ainsi qu'à ce que ledit bail ne puisse être résilié sans information préalable du Prêteur.

À cet égard, l'Emprunteur doit transmettre au Prêteur :
- tout renseignement sur la ou les opérations financées que le Prêteur peut être amené à lui réclamer ;
- à première demande du Prêteur, le(s) projet(s) de bail (baux) portant sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt ;
- dans un délai de deux ans à compter de la signature des présentes, le bail conférant des droits réels immobiliers portant sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, revêtu de la mention de son enregistrement au Service de la publicité foncière.

A ce titre, l'Emprunteur s'engage également à :

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

- ce que le ou les opérations financées soient conformes à la programmation immobilière ;
- maintenir cette affectation pendant toute la durée du Prêt, et le cas échéant, en cas de cession dans le cadre notamment d'une concession d'aménagement, de location par bail conférant des droits réels immobiliers de(s) bien(s) immobilier(s).

Cette affectation est une condition essentielle et déterminante de l'engagement du Prêteur. Toutefois, le non-respect de cet engagement par l'Emprunteur ne saurait, en aucun cas, engager la responsabilité du Prêteur.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	COMMUNE DE LANS EN VERCORS	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent l'élaboration du compte-rendu financier définitif établi par l'emprunteur, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

A défaut de remboursement dans ce délai une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

En outre, le Contrat sera résilié de plein droit et toutes sommes contractuellement dues au titre du Prêt deviendront exigibles en cas d'obtention par l'Emprunteur d'un Prêt relevant d'une décision favorable prise dans les conditions prévues aux articles R. 331-3 et R. 331-6 du Code de la construction et de l'habitation assortie d'une convention prévue au 3° ou 5° de l'article L. 831-1 dudit Code, et visant à la réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt.

Le remboursement anticipé ne donnera lieu à aucune facturation d'indemnité ou de pénalité supplémentaire si l'affectation sociale est respectée dans le cadre du nouveau financement octroyé par la Caisse des Dépôts. A défaut, l'Emprunteur sera redevable d'une pénalité égale à 3 % du capital emprunté.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

ALPES ISERE HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT
21 Avenue de Constantine
CS 32549
38035 GRENOBLE CEDEX 2

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES
44 rue de la Villette
Immeuble Aquilon
69425 Lyon cedex 03

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U167495, ALPES ISERE HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 192825, Ligne du Prêt n° 5736780
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP382/FR7613825002000877267585546 en vertu du mandat n° ??DPH2013319002742 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 11/08/2026

Emprunteur : 0232740 - ALPES ISERE HABITAT OPH
N° du Contrat de Prêt : 192825 / N° de la Ligne du Prêt : 5736780
Opération : Accession BRS
Produit : GAIALT

Capital prêté : 139 497 €
Taux actuariel théorique : 2,30 %
Taux effectif global : 2,30 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	11/08/2027	2,30	3 208,43	0,00	3 208,43	0,00	139 497,00	0,00
2	11/08/2028	2,30	3 208,43	0,00	3 208,43	0,00	139 497,00	0,00
3	11/08/2029	2,30	3 208,43	0,00	3 208,43	0,00	139 497,00	0,00
4	11/08/2030	2,30	3 208,43	0,00	3 208,43	0,00	139 497,00	0,00
5	11/08/2031	2,30	3 208,43	0,00	3 208,43	0,00	139 497,00	0,00
6	11/08/2032	2,30	3 920,79	712,36	3 208,43	0,00	138 784,64	0,00
7	11/08/2033	2,30	3 920,79	728,74	3 192,05	0,00	138 055,90	0,00
8	11/08/2034	2,30	3 920,79	745,50	3 175,29	0,00	137 310,40	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

PR0090-PR0092 V3.0
Offre Contractuelle n° 192825 Emprunteur n° 000232740

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 11/08/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	11/08/2035	2,30	3 920,79	762,65	3 158,14	0,00	136 547,75	0,00
10	11/08/2036	2,30	3 920,79	780,19	3 140,60	0,00	135 767,56	0,00
11	11/08/2037	2,30	3 920,79	798,14	3 122,65	0,00	134 969,42	0,00
12	11/08/2038	2,30	3 920,79	816,49	3 104,30	0,00	134 152,93	0,00
13	11/08/2039	2,30	3 920,79	835,27	3 085,52	0,00	133 317,66	0,00
14	11/08/2040	2,30	3 920,79	854,48	3 066,31	0,00	132 463,18	0,00
15	11/08/2041	2,30	3 920,79	874,14	3 046,65	0,00	131 589,04	0,00
16	11/08/2042	2,30	3 920,79	894,24	3 026,55	0,00	130 694,80	0,00
17	11/08/2043	2,30	3 920,79	914,81	3 005,98	0,00	129 779,99	0,00
18	11/08/2044	2,30	3 920,79	935,85	2 984,94	0,00	128 844,14	0,00
19	11/08/2045	2,30	3 920,79	957,37	2 963,42	0,00	127 886,77	0,00
20	11/08/2046	2,30	3 920,79	979,39	2 941,40	0,00	126 907,38	0,00
21	11/08/2047	2,30	3 920,79	1 001,92	2 918,87	0,00	125 905,46	0,00
22	11/08/2048	2,30	3 920,79	1 024,96	2 895,83	0,00	124 880,50	0,00
23	11/08/2049	2,30	3 920,79	1 048,54	2 872,25	0,00	123 831,96	0,00
24	11/08/2050	2,30	3 920,79	1 072,65	2 848,14	0,00	122 759,31	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 11/08/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	11/08/2051	2,30	3 920,79	1 097,33	2 823,46	0,00	121 661,98	0,00
26	11/08/2052	2,30	3 920,79	1 122,56	2 798,23	0,00	120 539,42	0,00
27	11/08/2053	2,30	3 920,79	1 148,38	2 772,41	0,00	119 391,04	0,00
28	11/08/2054	2,30	3 920,79	1 174,80	2 745,99	0,00	118 216,24	0,00
29	11/08/2055	2,30	3 920,79	1 201,82	2 718,97	0,00	117 014,42	0,00
30	11/08/2056	2,30	3 920,79	1 229,46	2 691,33	0,00	115 784,96	0,00
31	11/08/2057	2,30	3 920,79	1 257,74	2 663,05	0,00	114 527,22	0,00
32	11/08/2058	2,30	3 920,79	1 286,66	2 634,13	0,00	113 240,56	0,00
33	11/08/2059	2,30	3 920,79	1 316,26	2 604,53	0,00	111 924,30	0,00
34	11/08/2060	2,30	3 920,79	1 346,53	2 574,26	0,00	110 577,77	0,00
35	11/08/2061	2,30	3 920,79	1 377,50	2 543,29	0,00	109 200,27	0,00
36	11/08/2062	2,30	3 920,79	1 409,18	2 511,61	0,00	107 791,09	0,00
37	11/08/2063	2,30	3 920,79	1 441,59	2 479,20	0,00	106 349,50	0,00
38	11/08/2064	2,30	3 920,79	1 474,75	2 446,04	0,00	104 874,75	0,00
39	11/08/2065	2,30	3 920,79	1 508,67	2 412,12	0,00	103 366,08	0,00
40	11/08/2066	2,30	3 920,79	1 543,37	2 377,42	0,00	101 822,71	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 11/08/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
41	11/08/2067	2,30	3 920,79	1 578,87	2 341,92	0,00	100 243,84	0,00
42	11/08/2068	2,30	3 920,79	1 615,18	2 305,61	0,00	98 628,66	0,00
43	11/08/2069	2,30	3 920,79	1 652,33	2 268,46	0,00	96 976,33	0,00
44	11/08/2070	2,30	3 920,79	1 690,33	2 230,46	0,00	95 286,00	0,00
45	11/08/2071	2,30	3 920,79	1 729,21	2 191,58	0,00	93 556,79	0,00
46	11/08/2072	2,30	3 920,79	1 768,98	2 151,81	0,00	91 787,81	0,00
47	11/08/2073	2,30	3 920,79	1 809,67	2 111,12	0,00	89 978,14	0,00
48	11/08/2074	2,30	3 920,79	1 851,29	2 069,50	0,00	88 126,85	0,00
49	11/08/2075	2,30	3 920,79	1 893,87	2 026,92	0,00	86 232,98	0,00
50	11/08/2076	2,30	3 920,79	1 937,43	1 983,36	0,00	84 295,55	0,00
51	11/08/2077	2,30	3 920,79	1 981,99	1 938,80	0,00	82 313,56	0,00
52	11/08/2078	2,30	3 920,79	2 027,58	1 893,21	0,00	80 285,98	0,00
53	11/08/2079	2,30	3 920,79	2 074,21	1 846,58	0,00	78 211,77	0,00
54	11/08/2080	2,30	3 920,79	2 121,92	1 798,87	0,00	76 089,85	0,00
55	11/08/2081	2,30	3 920,79	2 170,72	1 750,07	0,00	73 919,13	0,00
56	11/08/2082	2,30	3 920,79	2 220,65	1 700,14	0,00	71 698,48	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 11/08/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
57	11/08/2083	2,30	3 920,79	2 271,72	1 649,07	0,00	69 426,76	0,00
58	11/08/2084	2,30	3 920,79	2 323,97	1 596,82	0,00	67 102,79	0,00
59	11/08/2085	2,30	3 920,79	2 377,43	1 543,36	0,00	64 725,36	0,00
60	11/08/2086	2,30	3 920,79	2 432,11	1 488,68	0,00	62 293,25	0,00
61	11/08/2087	2,30	3 920,79	2 488,05	1 432,74	0,00	59 805,20	0,00
62	11/08/2088	2,30	3 920,79	2 545,27	1 375,52	0,00	57 259,93	0,00
63	11/08/2089	2,30	3 920,79	2 603,81	1 316,98	0,00	54 656,12	0,00
64	11/08/2090	2,30	3 920,79	2 663,70	1 257,09	0,00	51 992,42	0,00
65	11/08/2091	2,30	3 920,79	2 724,96	1 195,83	0,00	49 267,46	0,00
66	11/08/2092	2,30	3 920,79	2 787,64	1 133,15	0,00	46 479,82	0,00
67	11/08/2093	2,30	3 920,79	2 851,75	1 069,04	0,00	43 628,07	0,00
68	11/08/2094	2,30	3 920,79	2 917,34	1 003,45	0,00	40 710,73	0,00
69	11/08/2095	2,30	3 920,79	2 984,44	936,35	0,00	37 726,29	0,00
70	11/08/2096	2,30	3 920,79	3 053,09	867,70	0,00	34 673,20	0,00
71	11/08/2097	2,30	3 920,79	3 123,31	797,48	0,00	31 549,89	0,00
72	11/08/2098	2,30	3 920,79	3 195,14	725,65	0,00	28 354,75	0,00

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026115-DE

BANQUE des TERRITOIRES | Caisse des Dépôts GROUPE

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE AUVERGNE-RHONE-ALPES

Tableau d'Amortissement
En Euros

Edité le : 11/08/2026

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
73	11/08/2099	2,30	3 920,79	3 268,63	652,16	0,00	25 086,12	0,00
74	11/08/2100	2,30	3 920,79	3 343,81	576,98	0,00	21 742,31	0,00
75	11/08/2101	2,30	3 920,79	3 420,72	500,07	0,00	18 321,59	0,00
76	11/08/2102	2,30	3 920,79	3 499,39	421,40	0,00	14 822,20	0,00
77	11/08/2103	2,30	3 920,79	3 579,88	340,91	0,00	11 242,32	0,00
78	11/08/2104	2,30	3 920,79	3 662,22	258,57	0,00	7 580,10	0,00
79	11/08/2105	2,30	3 920,79	3 746,45	174,34	0,00	3 833,65	0,00
80	11/08/2106	2,30	3 921,82	3 833,65	88,17	0,00	0,00	0,00
Total			**310 102,43**	**139 497,00**	**170 605,43**	**0,00**		

(*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 1,70 % (Livret A).

Caisse des dépôts et consignations
44 rue de la Villette - Immeuble Aquilon - 69425 Lyon cedex 03 - Tél : 04 72 11 49 48
auvergne-rhone-alpes@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026116-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	Ont donné pouvoir à :
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 116 :
ADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDES PERMANENT RELATIF AUX PRESTATIONS D'ACQUISITION, D'HÉBERGEMENT, DE FORMATION ET DE MAINTENANCE DU LOGICIEL DE RESSOURCES HUMAINES

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-10 ;

Vu le code de la commande publique et notamment ses articles L.2113-6 et suivants ;

Vu le projet de convention constitutive du groupement de commandes permanent annexé à la présente délibération ;

Conformément aux articles L.2113-6 et suivant du code de la commande publique, des groupements de commandes peuvent être constitués entre des acheteurs afin de passer conjointement un ou plusieurs marchés publics ;

Madame la Maire explique qu'en 2021, la Communauté de communes du Massif du Vercors a engagé avec les communes membres une démarche de recensement des besoins en matière de systèmes d'information, qui a conduit à la constitution en 2022 d'un groupement de commandes relatif notamment aux logiciels de ressources humaines, auquel la commune de Lans-en-Vercors a adhéré.

Madame la Maire indique qu'afin de poursuivre cette démarche de mutualisation ainsi que de simplifier et sécuriser les procédures de marchés publics tout en bénéficiant d'économies d'échelle, la Communauté de communes du Massif du Vercors propose aujourd'hui la constitution d'un groupement de commandes permanent, pour la durée du mandat municipal.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026116-DE

Le groupement de commandes est constitué en vue de la passation de marchés pour les prestations suivantes :

Acquisition, hébergement, formation et maintenance relatives au logiciel de ressources humaines

Le groupement pourra également porter sur :

Le recours à une centrale d'achat,
L'adhésion à un accord-cadre proposé par une centrale d'achat

Madame la Maire précise que chaque commune détermine la nature et l'étendue de ses besoins, et restera libre de s'engager dans la passation de la commande.
En conséquence, en amont du lancement d'une procédure d'achat, les communes signataires de cette convention seront sollicitées pour faire connaître leurs besoins et réaliser les actes administratifs nécessaires.

Madame la Maire indique que la Communauté de communes du Massif du Vercors assure la coordination du groupement de commandes permanent, selon les modalités définies dans la convention annexée à la présente délibération.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE l'adhésion de la commune de Lans-en-Vercors au groupement de commandes porté par la Communauté de communes du Massif du Vercors concernant les prestations d'acquisition, d'hébergement, de formation et de maintenance relatives au logiciel de ressources humaines ;**

- **DÉSIGNE la Communauté de communes du Massif du Vercors comme coordinatrice du groupement de commandes permanent ;**

- **VALIDE la convention constitutive du groupement de commandes annexée à la présente délibération et ses modalités de fonctionnement ;**

- **AUTORISE madame la Maire à signer ladite convention constitutive et tous les documents afférents à ce dossier.**

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON

MAIRIE DE LANS EN VERCORS
38250 ISERE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026116-DE

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026116-DE

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

ACQUISITION, HEBERGEMENT, FORMATION ET MAINTENANCE RELATIVES AU LOGICIEL RESSOURCES HUMAINES

Articles L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026116-DE

PRÉAMBULE

Dans un objectif de mutualisation des besoins et d'optimisation des achats publics, les membres décident de constituer un groupement de commandes.
Ce groupement vise à rationaliser les procédures, améliorer la performance économique et garantir la qualité des prestations.
Une convention constitutive définissant les modalités de fonctionnement du groupement doit être conclue entre ses membres de manière à définir les missions de chacun.

ARTICLE 1 – MEMBRES DU GROUPEMENT

Le présent groupement de commande est constitué des membres suivants :

- La Communauté de Communes du Massif du Vercors, représentée par son Président en exercice, Mr Arnaud Mathieu, dûment habilité par délibération du Conseil Communautaire n° / en date du ;

- La commune d'Autrans-Méaudre en Vercors représentée son Maire en exercice, Mme Nathalie Faure, dûment habilitée par délibération n° / du Conseil Municipal en date du ;

- La commune de Corrençon en Vercors, représentée son Maire en exercice, Mr Tom Wallis, dûment habilité par délibération n° / du Conseil Municipal en date du ;

- La commune d'Engins, représentée son Maire en exercice, Mr Sylvain Martins, habilité par délibération n° / du Conseil Municipal en date du ;

- La commune de Lans-en-Vercors, représentée son Maire en exercice, Mme Violaine Vignon, dûment habilitée par délibération n° / du Conseil Municipal en date du ;

- La commune de Saint-Nizier du Moucherotte, représentée son Maire en exercice, Mme Xénia Vall – Rayrat, dûment habilitée par délibération n° / du Conseil Municipal en date du ;

ARTICLE 2 – OBJET DU GROUPEMENT

Conformément à l'article L2113-6 et L2113-7 du code de la commande publique, le présent groupement de commandes est constitué en vue de la passation de marchés pour les prestations suivantes :

- Acquisition, hébergement, formation et maintenance relatives au logiciel de ressources humaines

Le groupement pourra également porter sur :

- Le recours à une centrale d'achat,
- L'adhésion à un accord-cadre proposé par une centrale d'achat

Le groupement n'est pas exclusif de la passation éventuelle de marchés publics ou du recours à une centrale d'achat en dehors de cette structure. Ses membres conservent en effet la faculté de réaliser leurs achats sans recourir aux services dudit groupement.
Par ailleurs, les membres ne sont pas tenus de participer à chaque procédure.

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026116-DE

ARTICLE 3 – COORDONNATEUR DU GROUPEMENT

En application de l'article L.2113-7 du Code de la Commande Publique, la CCMV est désignée par les membres du groupement « coordonnateur du groupement de commandes ».

Ce mandat est exercé à titre gratuit.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement détermine, sous sa responsabilité, la nature et l'étendue de ses besoins.

L'état descriptif de ces besoins est transmis au coordonnateur en temps utile et, au plus tard, avant le lancement de la procédure de passation du ou des marchés concernés ou avant la souscription à un marché de gré à gré ou à un accord-cadre proposé par une centrale d'achat.

Marchés faisant l'objet d'une procédure de publicité et de mise en concurrence
La participation d'un membre à une consultation est formalisée par la transmission au coordonnateur :

- De son état des besoins ;
- D'un courrier d'engagement signé par son représentant habilité (cf annexe 1).

La transmission de ces documents vaut :

- Confirmation de la participation du membre à la consultation ;
- Validation des besoins exprimés ;
- Engagement du membre, en cas d'attribution du marché, à conclure et exécuter le marché correspondant à ses besoins avec le titulaire retenu.

Marchés conclus sans publicité ni mise en concurrence préalable (gré à gré) ou souscription auprès d'une centrale d'achat

Lorsque le besoin est satisfait par un marché conclu sans publicité ni mise en concurrence préalable ou par la souscription à un marché ou à un accord-cadre proposé par une centrale d'achat, chaque membre transmet au coordonnateur :

- Son état des besoins ;
- Une confirmation écrite, signée par son représentant habilité, approuvant le devis ou la proposition commerciale préalablement transmis par le coordonnateur (cf annexe 2).

La transmission de ces documents vaut :

- Validation des besoins exprimés ;
- Accord définitif du membre sur le devis ou la proposition commerciale ;
- Autorisation donnée au coordonnateur de conclure l'achat pour son compte dans les conditions prévues par la présente convention.

Hors cas de force majeure, chaque membre assume les conséquences, notamment financières, qu'entraîneraient la transmission tardive ou la modification de ses besoins après leur validation.
D'une manière générale, les membres du groupement s'engagent à communiquer au coordonnateur les informations et/ou documents utiles à l'application de la présente convention.

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Respecter le choix du ou des titulaires retenus pour répondre à ses besoins ;
- Exécuter le marché correspondant à ses besoins ;
- Informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de la passation ou de l'exécution du ou des marchés le concernant.

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026116-DE

ARTICLE 5 – COMMISSION D'ATTRIBUTION DU GROUPEMENT

En application de l'article L. 1414-3 du code général des collectivités territoriales, la commission d'appel d'offres (CAO) compétente est celle de la Communauté de Communes du Massif du Vercors, coordonnateur du groupement.

Elle est présidée par le représentant légal du coordonnateur ou son représentant.

La commission est réunie :

- Lorsque les dispositions législatives ou réglementaires rendent l'intervention de la CAO obligatoire, notamment pour les marchés passés selon une procédure formalisée relevant de sa compétence et, le cas échéant, pour les projets d'avenants qui lui sont soumis ;
- Ainsi que pour certains marchés passés selon une procédure adaptée, dans les conditions prévues par le règlement intérieur de la CCMV.

Les modalités de composition et de fonctionnement de la commission sont celles applicables au coordonnateur.

ARTICLE 6 – MISSIONS DU COORDONNATEUR

6.1 - Responsabilité du coordonnateur

Dans sa mission de mandataire, le coordonnateur n'est tenu pour responsable que des obligations de moyens posées aux articles 1991 et 1997 du Code Civil et ne saurait encourir d'autres responsabilités que la méconnaissance avérée de ces articles.

D'une manière générale, le coordonnateur s'engage à communiquer aux membres du groupement toutes les informations et/ou les documents utiles relatifs à l'application de la présente convention.
Il sollicite autant que de besoin l'avis et/ou l'accord de chacun des membres.

6.2 - Passation du ou des marchés

Le coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le code de la commande publique, à l'ensemble des opérations relatives à la procédure de passation du ou des marchés.

En conséquence, relèvent notamment du coordonnateur les missions suivantes :
- définition et recensement des besoins, en lien avec les autres membres du groupement,
- choix de la procédure,
- rédaction des cahiers des charges et constitution des dossiers de consultation,
- rédaction et envoi des avis d'appel à la concurrence,
- mise à disposition gratuite du dossier de consultation des entreprises (DCE),
- centralisation des questions posées par les candidats et centralisation des réponses,
- réception des candidatures et des offres,
- analyse des candidatures et demande de compléments éventuels,
- convocation et organisation de la CAO le cas échéant, et rédaction des procès-verbaux,
- analyse des offres et négociations, le cas échéant, en partenariat avec les membres,
- information des candidats évincés (stade candidature et stade offre),
- mise au point des marchés publics,
- signature des marchés publics,
- transmission, le cas échéant des pièces au contrôle de la légalité,
- notification,
- rédaction et publication de l'avis d'attribution le cas échéant,
- analyse des offres proposées par les centrales d'achat,
- préparation des documents nécessaires à la souscription ou à l'adhésion du groupement aux centrales d'achat,

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026116-DE

- Analyse des devis ou des propositions commerciales dans le cadre des marchés conclus sans publicité ni mise en concurrence préalable,
- rédaction et suivi des avenants à la convention constitutive de groupement en cas de nouvelle adhésion ou de sortie du groupement,

Par ailleurs, le coordonnateur gérera les contentieux liés à la procédure de passation des marchés publics pour le compte des membres du groupement. Il les informera et les consultera sur sa démarche et son évolution.

6.3 - Signature notification et exécution du marché

Le coordonnateur est notamment chargé :

- De signer et de notifier, au nom et pour le compte des membres du groupement, les marchés, les devis, les souscriptions auprès d'une centrale d'achat ainsi que leurs éventuels avenants ;
- De transmettre, le cas échéant, les actes soumis au contrôle de légalité ;
- De valider le service fait en tenant compte des retours techniques des membres ;
- D'assurer le suivi administratif et financier des marchés, notamment la préparation, la signature, la notification et le suivi des actes liés à leur exécution ;
- De procéder au paiement des prestations.

Chaque membre du groupement demeure seul compétent et responsable du suivi technique de l'exécution du marché pour les prestations qui le concernent.

En cas de litige avec le titulaire, chaque membre du groupement sera chargé d'exercer sa propre action en justice si le litige ne concerne que sa prestation.

Il appartiendra dans ce dernier cas, à chaque membre du groupement, de tenir le coordonnateur informé des éventuels litiges et des suites qui leurs sont données.

ARTICLE 7 : RESPONSABILITÉ DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Conformément à l'article L2113-7 du Code de la Commande Publique, les membres du groupement sont solidairement responsables des opérations de passation et des missions exécutées conjointement par le coordonnateur au nom et pour le compte des membres, conformément aux stipulations de la présente convention.

Chaque membre demeure seul responsable des obligations lui incombant pour l'exécution du marché concernant ses propres besoins.

ARTICLE 8 – PARTICIPATIONS FINANCIERES DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Les frais de publicité et charges liés à la procédure d'élaboration et de passation du ou des marchés seront ventilés équitablement entre chaque membre du groupement.

Les frais liés aux contentieux sont répartis dans les conditions prévues à l'article 13 de la présente convention.

Le coordonnateur adressera une demande de remboursement chiffrée et détaillée.

La CCMV sera chargée de l'exécution financière des prestations concernant l'ensemble des membres du groupement.

Dans le cadre d'un marché conclu sans publicité ni mise en concurrence préalable ou d'une souscription auprès d'une centrale d'achat, le coordonnateur transmet aux membres le devis ou la proposition commerciale accompagné de la clé de répartition des coûts et d'une

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026116-DE

estimation de la participation financière de chacun. L'engagement écrit de chaque membre (annexe 2) vaut validation de cette clé de répartition.

Lorsqu'il s'agit d'une action de formation commune au groupement, la participation financière de chaque membre est répartie au prorata du nombre d'agents inscrits.

ARTICLE 9 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur dès sa signature par l'ensemble des parties.
Ce groupement de commandes est permanent.

La convention cessera lorsque :
- La mutualisation de ce besoin entre les membres aura disparu,
- Le nombre de membres est inférieur à deux,
- Le mandat des élus arrivera à son terme.

ARTICLE 10– ADHÉSION AU GROUPEMENT DE COMMANDES

Toute autre collectivité, établissement ou association peut décider d'adhérer au groupement de commandes avant le lancement d'une consultation des entreprises. L'adhésion d'un nouveau membre nécessite la décision de l'organe délibérant de la collectivité ou établissement ou association.

Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention, par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles des membres.

Les membres dont l'adhésion serait postérieure au lancement d'une procédure de passation ne peuvent pas bénéficier des prestations résultant de cette dernière.

ARTICLE 11– RETRAIT DU GROUPEMENT DE COMMANDES ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

Chaque membre conserve la faculté de se retirer du groupement de commandes, par décision écrite notifiée au coordonnateur. Ce retrait ne saurait concerner des consultations lancées ou des marchés publics conclus. Il n'aura d'effet que pour les consultations futures lancées au nom du groupement.

Le retrait du groupement de commandes devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles des membres.

En cas de retrait d'un membre du groupement, le coordonnateur effectue le solde comptable et financier de la situation du membre sortant. Si cette sortie entraîne des modifications sur le fonctionnement du groupement, elles sont prises en compte dans une convention modificative.

Le présent groupement pourra être résilié par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles de l'ensemble de ses membres.

Cette résiliation sera sans effet sur les marchés notifiés au nom du groupement, dont l'exécution perdurera conformément à leurs dispositions particulières.

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026116-DE

ARTICLE 12 – DISSOLUTION DU GROUPEMENT

Le groupement est dissous de plein droit sans formalité dès lors que du fait du retrait d'un ou plusieurs membres, le nombre de membres restant, est inférieur à deux et après règlement des conséquences financières éventuelles résultant de ce retrait.

ARTICLE 13 – INDEMNITE ET FRAIS DE CONTENTIEUX

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision juridictionnelle devenue définitive dans le cadre d'un contentieux relatif à la passation d'un marché mené pour le compte des membres du groupement, la charge financière est répartie à parts égales entre les membres concernés par la consultation ou le marché litigieux.

À compter de l'exécution, en cas de litige le concernant avec le titulaire, chaque membre du groupement sera chargé d'exercer sa propre action en justice. Les frais éventuels de contentieux juridictionnel incomberont à chaque membre.

ARTICLE 14– LITIGES

Les litiges relatifs à l'exécution de la présente convention, non résolus préalablement à l'amiable, relèvent de la compétence du tribunal administratif de GRENOBLE.

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties à Villard de Lans, le

Le Président de la Communauté de communes du massif du Vercors **Arnaud Mathieu**	**La maire d'Autrans-Méaudre en Vercors** **Nathalie Faure**
Le maire de Corrençon-en-Vercors **Tom Wallis**	**Le maire d'Engins** **Sylvain Martins**
La maire de Lans-en-Vercors **Violaine Vignon**	**La maire de Saint-Nizier du Moucherotte** **Xénia Vall – Rayrat**

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026116-DE

ANNEXE 1 : COURRIER D'ENGAGEMENT
Participation à une procédure avec publicité et mise en concurrence dans le cadre du groupement de commandes

[Logo de la collectivité]

Communauté de Communes du Massif du Vercors

À l'attention de Monsieur le Président
19 chemin de la Croix Margot, 38250 Villard-de-Lans

Objet : Groupement de commandes « Acquisition, hébergement, formation et maintenance relatives au logiciel ressources humaines »- Engagement de participation à la consultation relative à **[objet du marché-Année]**

Monsieur le Président,

En application de l'article 4 de la convention constitutive du groupement de commandes cité en objet, la **[nom de la collectivité]**, représentée par **[Nom – qualité]**, dûment habilité(e) par **[délibération / décision n° … du …]**, vous confirme sa participation à la consultation avec publicité et mise en concurrence relative à :

[Objet du marché-Année]

Vous trouverez ci-joint l'état des besoins de notre collectivité.

Par le présent courrier, la **[nom de la collectivité]** :

- Confirme sa participation à la présente consultation ;
- Atteste que l'état des besoins transmis a été validé par la collectivité ;
- Autorise le coordonnateur du groupement à engager, pour son compte, la procédure de passation correspondante ;
- S'engage, en cas d'attribution du marché, à conclure et à exécuter le marché correspondant aux besoins qu'elle a exprimés, avec le ou les titulaires retenus dans le cadre de cette procédure, conformément aux stipulations de la convention constitutive du groupement de commandes.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

À ....., le .....

La Maire

Nom – Prénom

Signature

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026116-DE

ANNEXE 2 : CONFIRMATION D'ENGAGEMENT
Marché conclu sans publicité ni mise en concurrence préalable (gré à gré) ou souscription auprès d'une centrale d'achat

[Logo de la collectivité]

Communauté de Communes du Massif du Vercors

À l'attention de Monsieur le Président
19 chemin de la Croix Margot, 38250 Villard-de-Lans

Objet : Groupement de commandes « Acquisition, hébergement, formation et maintenance relatives au logiciel ressources humaines »- Confirmation de l'engagement de la collectivité – [Objet de l'achat-Numéro de devis-Année]

Monsieur le Président,

En application de l'article 4 de la convention constitutive du groupement de commandes citée en objet, la **[nom de la collectivité]**, représentée par **[Nom – qualité]**, dûment habilité(e) par **[délibération / décision n° … du …]**, vous confirme son engagement concernant l'achat suivant :

[Objet de l'achat-Numéro de devis-Année]

Après examen du devis / de la proposition commerciale / de l'offre de la centrale d'achat transmis par vos soins, vous trouverez ci-joint confirmation de l'état des besoins de notre collectivité.

Par le présent courrier, la **[nom de la collectivité]** :

- Atteste que l'état des besoins transmis a été validé par la collectivité ;
- Approuve le devis, la proposition commerciale ou l'offre de la centrale d'achat, ainsi que la clé de répartition des coûts qui l'accompagne ;
- Autorise le coordonnateur du groupement à conclure cet achat pour son compte dans les conditions présentées ;
- S'engage à exécuter le marché correspondant à ses besoins et à participer financièrement à son exécution conformément à la clé de répartition approuvée.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

À ....., le .....

La Maire

Nom – Prénom

Signature

PROJET

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026117-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	**Ont donné pouvoir à :**
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 117 :
HARMONISATION DES TARIFS DES ACCUEILS DE LOISIRS DE LA PASSERELLE ET DES P'TITS MONTAGNARDS DANS LE CADRE DU PEDTI PLAN MERCREDI

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Massif du Vercors n°40/19 en date du 29 mars 2019 approuvant le renouvellement du projet éducatif de territoire intercommunal (PEDTI) ainsi que la démarche d'engagement dans une labellisation « plan mercredi » s'appuyant sur les 2 accueils de loisirs du territoire : la Passerelle à Lans-en-Vercors et les P'tits montagnards à Corrençon-en-Vercors ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Massif du Vercors n°62/22 en date du 3 juin 2022 approuvant le renouvellement du projet éducatif de territoire intercommunal et de son annexe « plan mercredi » pour la période 2022-2025 ;

Madame la Maire rappelle à l'assemblée que les enjeux du plan mercredi sont les suivants :

- offrir une solution d'accueil le mercredi et les vacances à tous les enfants du territoire ;
- favoriser la mixité et la rencontre des jeunes des différentes communes ;
- rentabiliser les accueils de loisirs existants (la Passerelle et les P'tits montagnards).

Madame la Maire précise que pour mettre en œuvre le plan mercredi, un travail

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026117-DE

d'harmonisation de la tarification a été nécessaire pour permettre à chaque famille de bénéficier des mêmes tarifs, quelle que soit sa commune de résidence.

Considérant qu'un principe de participation financière des communes au fonctionnement des accueils de loisirs doit être acté ;

Considérant que le principe d'harmonisation consiste en une participation financière de chacune des communes qui est versée aux gestionnaires des accueils de loisirs en N+1 en fonction du nombre d'heures enfants facturé l'année précédente selon le mode de calcul suivant : calcul du reste à charge (recettes moins dépenses) d'une heure enfant dans la structure multiplié par le nombre d'heures facturé pour les enfants de la commune d'origine ;

Considérant que ce travail d'harmonisation des tarifs a été approuvé par la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Massif du Vercors n°76/19 en date du 26 juillet 2019 et est appliqué depuis le 1er septembre 2019 ;

Madame la Maire précise que ce tarif est réactualisé chaque année en fonction des dépenses et des recettes réelles de la structure gestionnaire.

Madame la Maire indique qu'il convient de présenter et de valider le tarif qui sera la base de la refacturation pour la fréquentation de l'année 2025 :

- le tarif horaire 2025 s'élève à 1,08 € pour la Passerelle ;
- le tarif horaire 2025 s'élève à 3,13 € pour les P'tits montagnards.

Les fréquentations et les refacturations pour l'année 2025 sont les suivantes :

La Passerelle			
Commune	Mercredi	Vacances	Montant refacturé en 2026 pour 2025 (Tarif horaire de 1,08 €)
	Nombre d'heures par an		
Lans-en-Vercors			
Autrans-Méaudre en Vercors	1 835,75	3570,00	**5 838,21 €**
Saint-Nizier-du-Moucherotte	1 523,50	3 060,00	**4 950,18 €**
Engins	411,50	1 040,00	**1 567,62 €**
Corrençon-en-Vercors	0	0	**0.00 €**
Villard-de-Lans	104,75	994,00	**1 186,65 €**
Total	**3 875,50**	**8 664,00**	**13 542,66 €**
Les P'tits montagnards			
Commune	Mercredi	Vacances	Montant refacturé en 2026 pour 2025 (Tarif horaire de 3,13 €)
	Nombre d'heures par an		
Lans-en-Vercors	483,00	865,00	**4 219,24 €**
Autrans-Méaudre en Vercors	575,00	5 583,00	**19 274,54 €**
Saint-Nizier-du-Moucherotte	14,00	49,00	**197,19 €**
Engins	0,00	220,00	**688,60 €**
Corrençon-en-Vercors	1 267,00	2 422,00	**11 546,57 €**
Villard-de-Lans	5 393,00	13 486,00	**59 091,27 €**
Total	**7 732,00**	**22 625,00**	**95 017,41 €**

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026117-DE

Considérant qu'il est proposé de faire perdurer le principe de conventionnement entre le gestionnaire et chacune des communes afin d'officialiser l'engagement, les obligations de chacune des parties et d'acter administrativement le tarif annuel applicable, le calendrier et les modalités de versement.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE les tarifs applicables pour l'année 2025 et refacturés ensuite aux communes en 2026 ;**

- **AUTORISE monsieur la Maire à signer les conventions afférentes à ce dossier.**

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON



Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026117-DE

CONVENTION TARIFICATION DES ACCUEILS DE LOISIRS DANS LE CADRE DU PEDTI/PLAN MERCREDI

Entre :

La Communauté de Communes du Massif du Vercors (CCMV)
Domiciliée 19, chemin de la Croix Margot, 38 250 Villard-de-Lans,
Représentée par son président, Monsieur Arnaud Mathieu,

d'une part,

Et :

L'accueil de loisirs Les P'tits Montagnards
Domicilié La Maison des enfants, 229 rue des Piccauds, 3825 Corrençon en Vercors
Représenté par sa présidente, Madame Sophie Pasteur

Et :

La commune de Lans en Vercors,
Domiciliée place de la Mairie, 38250 Lans en Vercors
Représentée par son maire, Madame Violaine Vignon,

D'autre part

°°°°°°

Contexte :

Dans le cadre du renouvellement du PEDTI et de l'engagement dans la labellisation « Plan mercredi territorial », une première étape d'harmonisation tarifaire a été validée et appliquée au 1er septembre 2019, suite à la délibération du conseil communautaire 40/19 du 26 Juillet 2019.

Pour rappel le « Plan mercredi » s'appuie sur les deux accueils de loisirs du territoire, à savoir les P'tits Montagnards à Corrençon en Vercors et la Passerelle à Lans en Vercors. Il permet de légitimer une démarche de territoire qui va dans le sens de la cohérence, de la complémentarité et de la continuité éducative soutenues par la commission enfance jeunesse de la CCMV

Les enjeux de cette démarche sont :

- d'offrir une solution d'accueil le mercredi et les vacances scolaires à tous les enfants du territoire
- de favoriser la mixité, la rencontre des jeunes des différentes communes
- de rentabiliser les accueils de loisirs existants.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026117-DE

Pour ce faire, il est proposé une tarification identique pour tous les enfants du territoire fréquentant l'un de ces deux accueils de loisirs (le tarif « hors territoire » s'applique aux enfants extérieurs aux 6 communes). Cette tarification s'applique toutefois toujours en fonction du Quotient Familial (QF) de la famille.

Une harmonisation des tranches de QF et une adhésion de territoire (tarif unique) à l'association des P'tits Montagnards ont également été actées.

Ce principe d'harmonisation est désormais possible grâce à l'instauration d'une participation financière de chacune des communes en fonction du nombre d'heures enfants réalisées et surtout facturées l'année précédente dans chacun des accueils de loisirs.

Article 1 - Objet de la Convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions de mise en œuvre ainsi que le taux horaire retenu pour la participation de la commune au financement des heures d'accueil des enfants accueillis au sein de la structure « Les P'tits Montagnards » les mercredis et /ou durant les vacances scolaires.

Article 2 – Mise en œuvre

Chaque début d'année civile N, la structure « Les P'tits Montagnards » adressera à la commune de Lans en Vercors pour la période N-1 :

- La liste et le nombre d'enfants de Lans en Vercors accueillis dans sa structure

Les données comprendront a minima :

- les noms et prénoms des enfants accueillis
- les périodes d'accueil détaillées
- le nombre d'heures de présence des enfants

Des statistiques complémentaires pourront être présentées sur demande (QF des familles, fratrie…).

De même, la commune pourra demander un état des lieux de la fréquentation des enfants de sa commune en cours d'année, sur simple demande formulée auprès de la structure « Les P'tits Montagnards ».

- La facture correspondant au nombre d'heures facturées aux familles de Lans en Vercors

Article 3 – Financement

Le calcul retenu est le suivant :

Calcul du reste à charge (dépenses-recettes) d'une heure enfant dans la structure « Les P'tits Montagnards » multiplié par le nombre d'heures facturées pour les enfants de la commune de Lans en Vercors.

Le tarif horaire retenu pour l'année 2025 est de :

- **3.13 Euros pour la structure « Les P'tits Montagnards » pour 1348 heures.**

Ce tarif sera réévalué chaque année, en janvier, au regard de l'activité (dépenses et recettes) réelle de chaque accueil de loisirs. Il fera l'objet d'une délibération par le conseil communautaire avant le vote du budget annuel.

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026117-DE

Article 4 - Engagement de chacune des parties

La structure « Les P'tits Montagnards » s'engage :

- A accueillir les enfants des 6 communes de manière équitable, en fonction des places disponibles et en appliquant la tarification unique établie.

- A établir et présenter à la commune de Lans en Vercors les statistiques d'accueil demandées, au minimum une fois dans l'année

- A établir une facture en début d'année N+1 qui sera fonction du tarif horaire réajusté et du nombre d'heures d'accueil des enfants de la commune de Lans en Vercors.

La commune de Lans en Vercors s'engage à :

- Prévoir annuellement dans son budget principal et verser la participation qui lui revient au titre des heures d'accueil effectuées durant l'année N-1 par les enfants qui relèvent de sa compétence

Article 5 - Durée de la convention

La présente convention est consentie pour toute la durée du Plan Mercredi, soit pour la période 2022-2027.

Fait à Villard de Lans, le 18 septembre 2026

Sophie PASTEUR
Présidente des P'tits Montagnards

Violaine VIGNON
Maire de Lans en Vercors

Arnaud MATHIEU
Président de la CCMV

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026118-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 6 OCTOBRE 2026

L'an 2026, le 6 octobre à 20 heures, le conseil municipal de la commune de Lans-en-Vercors s'est réuni en session ordinaire dans la salle Saint-Donat, à la suite de la convocation envoyée à l'ensemble des membres du conseil municipal le 30 septembre.

Présents :

– Mme VIGNON Violaine – M. BOYER Joseph – Mme BUGNET-BRECHENMACHER Françoise – M. AMMAR Julien – Mme BRÄUNLICH Katelyne – M. LESPINASSE Nicolas – Mme BARDO Clémentine – M. LEBEL Thierry – M. ROCHAS Frédéric – Mme MOUTON Valérie – M. RILLIOT Jérôme – Mme BRANDINA Irina – Mme BESNARD Léa – M. VILAIN David – M. CHALAVON Bastien – Mme ROCHAS Anaëlle – M. COSTE Mathis – M. BERNARD Philippe – Mme JURASZEK Virginie – M. VAN HECKE Arnaud

Président-e de séance : Mme VIGNON Violaine

Secrétaire de séance : M. ROCHAS Frédéric

Excusés :	**Ont donné pouvoir à :**
Mme MALEVERGNE Salomé	M. VILAIN David
M. ROCHAS Yannick	M. BERNARD Philippe
M. TABITA Jean-Charles	Mme JURASZEK Virginie

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de membres présents : 20
Nombre de suffrages exprimés : 23

DELIBERATION n° DEL2026 118 :
TARIFS DES REDEVANCES DE SKI NORDIQUE - SAISON 2026-2027

Madame la Maire rappelle à l'assemblée que le ski nordique est une compétence de la commune de Lans-en-Vercors, dont la gestion a été confiée à la Régie d'exploitation des Montagnes de Lans.

Madame la Maire expose la nécessité de fixer le montant pour la saison 2026-2027 des redevances pour la pratique du ski nordique et propose d'approuver la grille tarifaire annexée à la présente délibération. Madame la Maire précise que les tarifs Nordic Vercors Saison et Nordic Vercors Séjours font l'objet d'un travail collectif à l'échelle de l'intercommunalité.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ABROGE la délibération N°2026_087 du 7 juillet 2026 portant sur le même objet ;**

- **APPROUVE les tarifs des redevances de ski de fond et leurs modalités d'application pour la saison 2026-2027.**

Pour extrait conforme, le 7 octobre 2026

La Maire
Violaine VIGNON

MAIRIE DE LANS EN VERCORS 38250 ISERE

Envoyé en préfecture le 08/10/2026
Reçu en préfecture le 08/10/2026
Publié le
ID : 038-213802051-20261006-DEL2026118-DE

TARIFS REDEVANCES SKI DE FOND POU[illegible]

LANS EN VERCORS
oser le ski naturellement !
skipass.lansenvercors.com

	NORDIC VERCORS SAISON		NORDIC VERCORS SEJOURS (Journées consécutives)						SEANCES	
	Les Nordic Vercors Hiver et 4 Saisons sont valables sur les 4 Montagnes et La Drôme		Les Nordic Vercors Séjours sont valables sur les stations des 4 Montagnes : Lans en Vercors, Villard-Corrençon et Autrans-Méaudre en Vercors						LANS-EN-VERCORS	
	VERCORS 4 SAISONS	VERCORS HIVER	2 JOURS	3 JOURS	4 JOURS	5 JOURS	6 JOURS	7 JOURS	JOURNEE	
VENTES FLASH Jeunes / Etudiants Du 8 au 12 octobre 2026 (inclus)	75,00 €	43,00 €							SO! NORDIC	
PREVENTES Jeunes / Etudiants Du 13 octobre au 31 octobre 2026 (inclus)	85,00 €	51,00 €								
Jeunes (de 2007 à 2021 inclus) / Etudiants (sur présentation d'un justificatif)	95,00 €	57,00 €	13,00 €	19,00 €	24,00 €	29,00 €	34,00 €	39,00 €	4,00 €	
Groupes Jeunes (de 2007 à 2021 inclus) / Etudiants (sur présentation d'un justificatif)									3,70 €	
VENTES FLASH Adultes Du 8 au 12 octobre 2026 (inclus)	157,00 €	122,00 €								
PREVENTES Adultes Du 13 octobre au 31 octobre 2026 (inclus)	185,00 €	144,00 €								
ADULTE (de 1957 à 2006)	213,00 €	164,00 €	27,00 €	38,00 €	49,00 €	59,00 €	69,00 €	79,00 €	*10,00 €	**12,00 €
VENTES FLASH Séniors Du 8 au 12 octobre 2026 (inclus)	109,00 €	71,00 €								
PREVENTES Séniors Du 13 octobre au 31 octobre 2026 (inclus)	121,00 €	77,00 €								
SENIORS (de 1956 et avant)	145,00 €	89,00 €	21,00 €	29,00 €	37,00 €	45,00 €	53,00 €	60,00 €	6,30 €	
Moniteurs (sur présentation d'un justificatif)	157,00 €	122,00 €							8,00 €	
Nordic Vercors Handicap (sur présentation d'un justificatif)	-	0,00 €							0,00 €	
GROUPE Adultes (+ 10 pers et 1 règlement) / Individuels des CE conventionnés (Justificatif obligatoire)									8,00 €	
PACK FAMILLE JOURNEE	Minimum 4 personnes (1 ad.minimum/ 2 ad. maximum) + 2,50 € par enfant supplémentaire								22,00 €	
PROMO									7,20 €	
CARTE TATTOO JOURNEE	sur présentation de la carte Tattoo collégien, remise de 30% pour le détenteur de la carte et 15 % pour son accompagnateur adulte								Adulte 7,00 €	Enfant 2,80 €
Séance scolaire (hors Isère)									Adulte 8,00 €	Enfant 2,50 €
ASSURANCES	Saison : 27€								Jour : 1,70€	

* 10,00 € Séance Adulte : 1 Domaine ouvert (Allières OU Val de Lans) ** 12,00 € Séance Adulte : 2 Domaines ouverts (Allières ET Val de Lans)

GRATUITE ACCORDEE A LA JOURNEE sur présentation obligatoire d'un justificatif

- ➪ Aux enfants nés en 2022 ou après
- ➪ Le jour d'anniversaire
- ➪ Aux pisteurs secouristes alpin ou fond sur présentation fiche de paie ou contrat de travail saison 2026/2027
- ➪ Accompagnateurs et Groupes : 1 pour 10 payants
- ➪ Aux scolaires du département de l'Isère, dans le cadre du tiers temps pédagogique : Une fiche mentionnant le nombre d'élèves et la structure sera obligatoirement remplie et signée par le responsable.

PROMO = Titre vendu lorsque les conditions météorologiques ne permettent pas de proposer une qualité de piste optimale

➪ Gratuité à la saison ou à la journée pour les pers. en situation de handicap, les licenciés de la Fédération Française Handisport et de la Fédération Française de Sports Adaptés

Titre vendu sur pistes : 40 €
Carte support mains libres : 3 €
Support indispensable pour encoder votre forfait.
Carte réutilisable et rechargeable sur skipass.lansenvercors.com

Pour information

Le Pass Saison Isère/Drôme et le Pass Saison National ne sont vendus que sur le site www.nordic-isere.fr / Les dates et les âges sont différents.

Valable sur tous les sites adhérents à Nordic Isère	Adulte de 1951 à 2006	Jeune de 2007 à 2022	Sénior 1950 et avant
Isère - Drôme Ventes Flash du 8 au 12 10 2026	140 €	50 €	78 €
Isère - Drôme Préventes du 13 au 31 10 2026	160 €	57 €	89 €
Isère - Drôme	175 €	62 €	97 €

Du 01 10 au 15 11 2026	Adulte 16-99 ans	Jeune 5 - 15 ans
National en Prévente	214 €	79 €
National	255 €	94 €
Valable sur tous les sites adhérents à Nordic France		

L'accès aux pistes de ski de fond ainsi qu'aux installations collectives destinées à favoriser la pratique du ski de fond, est soumis à redevance.
(Loi "Montagne" du 9 janvier 1985, article 81)

Régie d'Exploitation des Montagnes de Lans 1 Place de la Mairie 38250 Lans-en-Vercors Tél 04 76 95 43 04 ski@lansenvercors
skipass.lansenvercors.com